Bouve (Catherine). *L'utopie des crèches françaises au XIX^e siècle : un pari sur l'enfant pauvre*

Berne : Peter Lang, 2010, 294 p.

Séverine Parayre

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2628>

DOI : 10.4000/histoire-education.2628

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 20 octobre 2013

Pagination : 150-153

ISBN : 978-2-84788-498-2

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Séverine Parayre, « Bouve (Catherine). *L'utopie des crèches françaises au XIX^e siècle : un pari sur l'enfant pauvre* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 137 | 2013, mis en ligne le 08 octobre 2014, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2628> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2628>

en construction qui se dévoile au lecteur. Le chapitre IX, particulièrement intéressant, est consacré à l'une des causes majeures des migrations étudiantes, l'exil politique, religieux surtout, et à la figure spécifique de l'étudiant qui en découle. Pour tous les étudiants enfin, le chapitre X pose la question cruciale du retour, réflexion avant l'heure sur la fuite des cerveaux.

On l'aura compris, l'ouvrage de Pierre Moulinier est à la fois le résultat d'une démarche quantitative rigoureuse, qui offre à tous les chercheurs des repères chiffrés très utiles, mais également une histoire qualitative qui donne à voir tous les aspects de la vie de ces étudiants étrangers. Chaque étape de leur vie, dont on perçoit ici toutes les nuances, est parfaitement contextualisée et expliquée, dans une démarche qui a fait sienne les différents apports des disciplines qui s'intéressent à l'histoire de l'université et de ses acteurs. L'ouvrage de Pierre Moulinier est certainement appelé à devenir un travail de référence pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire sociale de l'Europe contemporaine ou à l'histoire de l'université et des mondes scientifiques en général.

Caroline BARRERA

BOUVE (Catherine)

L'utopie des crèches françaises au XIX^e siècle : un pari sur l'enfant pauvre

Berne : Peter Lang, 2010, 294 p.

Il n'existait pas jusqu'à présent d'études complètes sur l'institutionnalisation des crèches, c'est précisément le but du travail de Catherine Bouve. En effet, son étude commence en 1844, au moment de l'ouverture de la première crèche de Chaillot à Paris, et se termine en 1870, avant la Troisième République et l'époque de la laïcisation des institutions. Le choix de Catherine Bouve, expliqué dès son introduction, est bien de mettre en évidence les débats et tensions au cœur du projet de construction d'une éducation collective de la petite enfance (de quelques mois à deux ans). Effectivement, la création des crèches, et avec elle le soin et l'éducation des enfants de classes indigentes, n'a pas fait l'unanimité au sein d'une classe bourgeoise, plus encline à moraliser, à contrôler et garder les pleins pouvoirs.

C'est précisément sur le terrain de l'éducation que se nouent des enjeux idéologiques et politiques et l'éducation dont il est question dans les crèches ne se pratique pas en collaboration avec les familles populaires et même plutôt

contre elles. Ici la chercheuse se heurte à une première difficulté : son corpus ne peut se composer de témoignages directs de parents, ni de professionnels des crèches, introuvables. En conséquence, il s'agit aussi d'une histoire de la naissance des crèches vue à partir du discours dominant et théorique de classes plus aisées, histoire qui se construit principalement avec *Le bulletin des crèches*, des manuels, des rapports et revues, des ouvrages écrits sur les crèches, à l'exemple de celui de référence de Firmin Marbeau, père fondateur de ces établissements.

L'ouvrage est construit en deux grandes parties, la première revient sur les fondations des établissements, la seconde présente les controverses et réactions hostiles à leur égard.

La première partie expose les participations des précurseurs au changement des conceptions à l'égard de la petite enfance et de son éducatibilité, de Comenius, Rousseau à Oberlin et Pestalozzi, pour n'en citer que quelques-uns. Cependant, la prise de conscience politique ne se dessine qu'à partir des années 1830, autour de la sauvegarde du pauvre et de sa régénération. Une normalisation et moralisation du pauvre s'échafaudent sur les bases d'un catholicisme social, alliant aide aux nécessiteux et préservation de l'ordre social et public par la scolarisation. Cette idéologie se propage en Europe. En Allemagne, pendant que Fröbel inaugure les *Kindergarten* (jardins d'enfants) en 1840, Firmin Marbeau en France ouvre sa première crèche, à Paris, en 1844. Catherine Bouve revient en détail sur les prémices du projet de Marbeau et l'explication de l'œuvre de cet homme politique, catholique, philanthrope, dont l'ouvrage *Des crèches, ou moyen de diminuer la misère en augmentant la population*, va constituer une référence des fondations de ces institutions jusqu'à sa huitième édition de 1873 (p. 80 et suiv.).

La seconde partie est centrée sur les polémiques suscitées par les crèches dès leur ouverture, occasionnant ici ou là quelques répétitions, dues en partie au plan choisi. Pour certains, la crèche sert à sensibiliser à de nouvelles valeurs morales dès le plus jeune âge. Elle permet une médiation entre les parents et le personnel des crèches et en conséquence d'éduquer la mère aux nouveaux principes hygiéniques de son époque. L'hégémonie de la médecine sur l'enfance et la lutte contre la mortalité infantile atteignent bien évidemment les crèches. Une école d'hygiène des nouveau-nés et de la mère et le souci des soins au corps prennent le pas sur la pédagogie. Marbeau prône d'ailleurs dans ce registre une continuité entre les crèches et les salles d'asile.

Cependant, la création des crèches se heurte aussi aux tensions entre religion et laïcité, et aux détracteurs de l'institution qui voudraient que la femme reste au foyer et redoutent que la crèche ne se substitue à l'éducation maternelle. Comme le signale Catherine Bouve, la crèche « suppose d'accepter une autre place de la femme dans la société » (p. 221). Ceci bouscule donc le devenir de la famille. La discorde entre l'homme politique Cormenin et Marbeau, alors même qu'ils sont tous deux cofondateurs du *Bulletin des crèches*, a bien lieu à propos de cette peur de la disparition de l'éducation et de l'amour d'une mère qui abandonnerait son enfant au personnel des crèches. Les controverses ne s'arrêtent pas à ces seuls niveaux, des courants éducatifs peuvent aussi s'opposer, entre des catholiques partisans de la garderie et du culte de la religion et de la morale et des démocrates socialistes, communistes ou anarchistes qui voudraient recentrer la mission des crèches sur l'épanouissement de l'enfant et son intégration sociale, en y ajoutant des activités comme la musique, les jeux éducatifs, la gymnastique. À ce propos, nous nous attendions à avoir en référence les travaux de Michel Manson et ses contributions sur les jeux et jouets de la petite enfance.

Même si la crèche est reconnue d'utilité publique par le décret du 17 juillet 1869, le projet de loi de Marbeau d'établir une crèche pour toute commune composée de cent femmes travaillant en dehors de leur domicile est rejeté. On pourrait croire que la Troisième République serait plus favorable au développement des crèches. Or, en 1887, le *Bulletin de la Société des crèches* indique une moyenne de fréquentation n'atteignant que 64 jours par an et il existe une forte disparité entre les établissements, les quartiers riches de la capitale étant mieux lotis que la province. À cette date, la faible fréquentation des crèches s'explique par le nombre insuffisant de structures et par leur réputation d'établissements de charité, les petits commerçants lui préférant la salle d'asile. On pourra regretter que ce passage sur la fréquentation et le développement des crèches, fort intéressant au demeurant, ne vienne qu'à la fin de l'ouvrage. Malgré des exigences éditoriales sans doute contraignantes, quelques plans d'établissements auraient aussi apporté une belle contribution à l'étude et auraient permis au lecteur de mieux percevoir certains des développements. Ces dernières remarques n'enlèvent rien à l'importante contribution historique effectuée sur ce thème trop méconnu.

Pour conclure, la chercheuse nous rappelle qu'il reste à approfondir l'étude des relations développées entre parents et professionnels dans ces institu-

tions. Nous attendons notamment avec impatience une analyse de la période de l'entre-deux-guerres, en espérant que pour cette période des témoignages de parents et de professionnels des établissements seront alors accessibles.

Séverine PARAYRE

ANIZAN (Anne-Laure)

Paul Painlevé, science et politique de la Belle-Époque aux années trente

Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2012, 432 p., [préface de Serge Bernstein]

Cet ouvrage passionnant invite le lecteur à suivre le parcours de vie et de carrière complexe de Paul Painlevé (1863-1933). Bien qu'inhumé au Panthéon, son nom n'évoque sans doute plus grand-chose au grand public. Certains connaissent probablement le Painlevé mathématicien, auteur de travaux sur les transformations rationnelles des courbes et des surfaces algébriques, lauréat du Grand Prix des sciences mathématiques en 1890 et membre de l'Académie des sciences à partir de 1900. D'autres connaissent peut-être le théoricien des plus lourds que l'air, l'introducteur de la mécanique des fluides en France, le pionnier de l'aviation et le promoteur des sciences appliquées. Enfin, d'autres, plus intéressés par l'histoire politique et militaire, se souviendront de ses nombreuses responsabilités comme député, ministre de l'Instruction publique, ministre des Inventions, ministre de la Guerre ou président du Conseil et évoqueront la part qu'il prit à certains événements décisifs de la Première Guerre mondiale (les suites de l'échec du Chemin des dames, les mutineries, l'entrée en guerre des États-Unis, etc.).

Painlevé fut une figure gémellaire de savant et d'homme politique comme il y en eut assez peu durant la Troisième République (moins de 0,9 % des députés étaient diplômés d'une faculté des sciences entre 1898 et 1940). Comme bien des intellectuels de son temps, son entrée en politique se fit au moment de l'Affaire Dreyfus. Alors que des scientifiques et des universitaires comme Louis Havet, Émile Duclaux, Édouard Grimaux ou Jules Andrade luttèrent depuis des mois en faveur de Dreyfus – au point de le payer parfois très cher – Painlevé ne s'investit activement et publiquement que vers la fin de l'année 1898. Pour autant, son engagement n'en fut pas moins fort car à partir du Procès de Rennes, en septembre 1899, il devait devenir un des hérauts du dreyfusisme au sein de la communauté scientifique. À partir du tournant du siècle, et jusqu'à